

La Constitution

Avant que les 28 propositions du gouvernement ne soient présentées à la Chambre des communes et à la population du Canada au mois de juin dernier, j'ai fait parvenir à mes électeurs un bulletin parlementaire accompagné d'un questionnaire. Dans ce questionnaire, je demandais à mes électeurs de répondre à quelques questions qui, selon moi, allaient faire l'objet des propositions qui allaient être présentées à la population du pays dans le cadre de la réforme de la Constitution.

J'avais obtenu dès octobre un total de 941 réponses à ce questionnaire, j'ai alors fait un autre envoi à mes électeurs.

Avant même la présentation des 28 propositions du gouvernement, j'avais une bonne idée de ce que pensaient mes électeurs.

Par exemple, à la question sur le maintien des langues officielles et du bilinguisme officiel, 45 personnes ont répondu par l'affirmative et 46 par la négative. Il y avait donc égalité quant au maintien ou au rejet de la politique des langues officielles dans la Constitution.

Une forte proportion des répondants, soit 56, ont dit appuyer le caractère multi-ethnique du pays et 31 ont déclaré être contre.

Le caractère distinct du Québec n'a pas reçu beaucoup d'appuis. En fait, deux fois plus de répondants étaient contre la reconnaissance du caractère distinct du Québec. Il reste cependant que depuis ce temps, la reconnaissance du caractère distinct recueille plus d'appuis au Canada et dans ma circonscription, Northumberland, en raison des propositions qui ont été présentées.

C'est la reconnaissance de la place et du rôle historiques des autochtones au Canada qui a reçu l'appui le plus important.

La suppression des barrières commerciales entre les provinces a également reçu un énorme appui, à l'instar de la proposition tendant à réformer le Sénat et à élire les sénateurs. On a aussi souscrit à l'idée de permettre au Sénat d'approuver les nominations à des institutions et des organismes fédéraux, ainsi qu'à la notion selon laquelle on devrait laisser au gouvernement fédéral et à la population du Yukon et des Territoires le soin de décider quand une nouvelle province sera créée.

À la suite du dépôt des 28 propositions du gouvernement, j'ai eu plusieurs rencontres avec les électeurs de la circonscription de Northumberland, plus de 12 au total. Au moment où j'ai présenté mon rapport au comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat sur la Constitution, j'avais eu 12 rencontres, mais depuis, j'en ai tenu d'autres dans ma circonscription. Plus de 500 personnes ont assisté à ces diverses rencontres et discuté avec moi de leur point de vue sur ces 28 propositions.

Ce soir, je voudrais partager avec vous plus particulièrement la réponse de mes électeurs aux 28 propositions du gouvernement. Je tiens également à vous décrire les rencontres que j'ai eues avec mes électeurs.

• (2110)

J'avais annoncé dans mon bulletin parlementaire et dans les journaux locaux mon intention de tenir quatre assemblées publiques dans ma circonscription et elles ont eu lieu à Hope, à Hamilton, à Warkworth et à Trenton. En outre, d'autres rencontres ont été organisées dans des maisons privées, des écoles, des églises et à divers endroits où des groupes en avaient fait la demande. Je le répète, plus de 500 personnes ont assisté à ces diverses rencontres et elle représentaient la population de toute ma circonscription, les gens de Port Hope, Cobourg, Hamilton, Brighton, Warkworth, Trenton et le reste.

À l'exception d'une réunion publique tenue à Trenton, le consensus général qui s'est dégagé des réunions que j'ai tenues, c'est que les participants étaient très préoccupés par l'incertitude qui régnait au sujet de l'avenir du Canada et souhaitaient avant tout que le Canada demeure uni et soit doté d'un gouvernement fédéral fort.

Toutefois, tous ceux qui ont assisté aux réunions ont dit que, à leur avis, il ne valait pas la peine de dépasser certaines limites pour atteindre ce résultat. Il est important de noter cela.

La réunion publique où l'on a exprimé une opinion différente par rapport aux autres est celle où l'on s'est dit convaincu qu'il faudrait supprimer notre politique actuelle de bilinguisme et de multiculturalisme pour en adopter une qui n'autoriserait qu'une langue officielle, l'anglais. On a également dit qu'il faudrait adopter les valeurs chrétiennes anglo-saxonnes comme fondement de l'identité culturelle canadienne.